



# **Défaillances d'entreprises en France : Bilan au T1 2024 et perspectives**

**Communiqué de presse**  
**Avril 2024**

**01 Bilan des défaillances au T1 2024 : le rattrapage se confirme**

**02 Des perspectives dégradées en 2024, mais pas de scénario catastrophe**

# | 01

## **Bilan des défaillances au T1 2024 : le rattrapage se confirme**

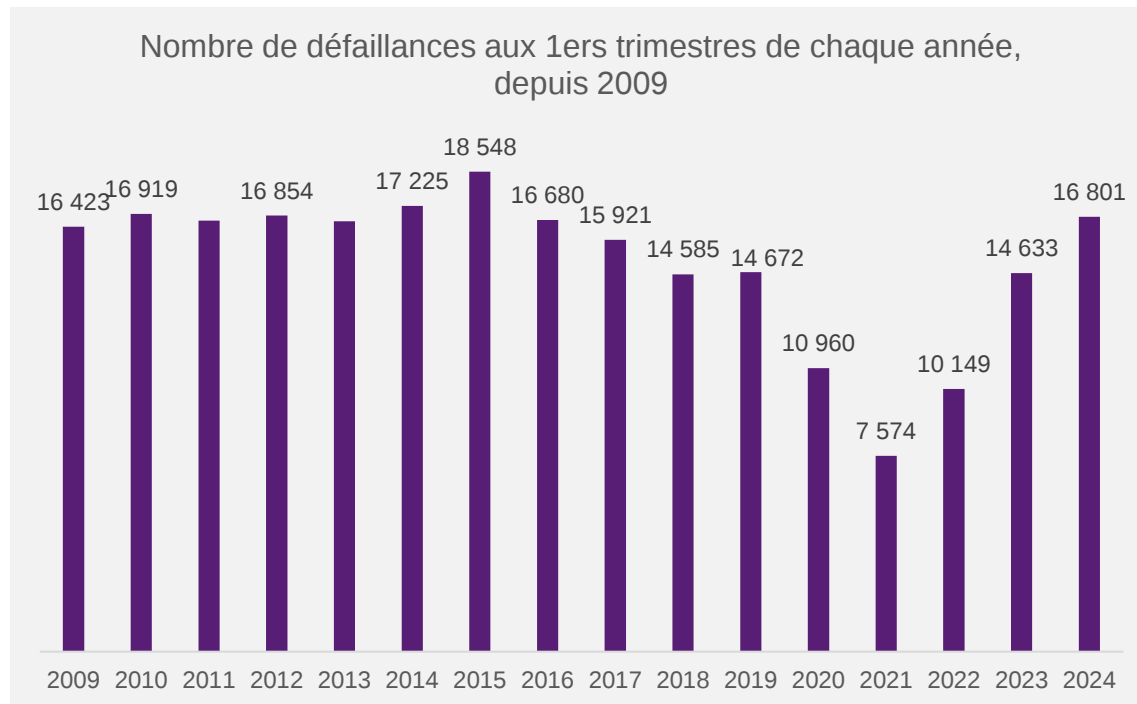


# Le rebond des défaillances se poursuit au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 ...

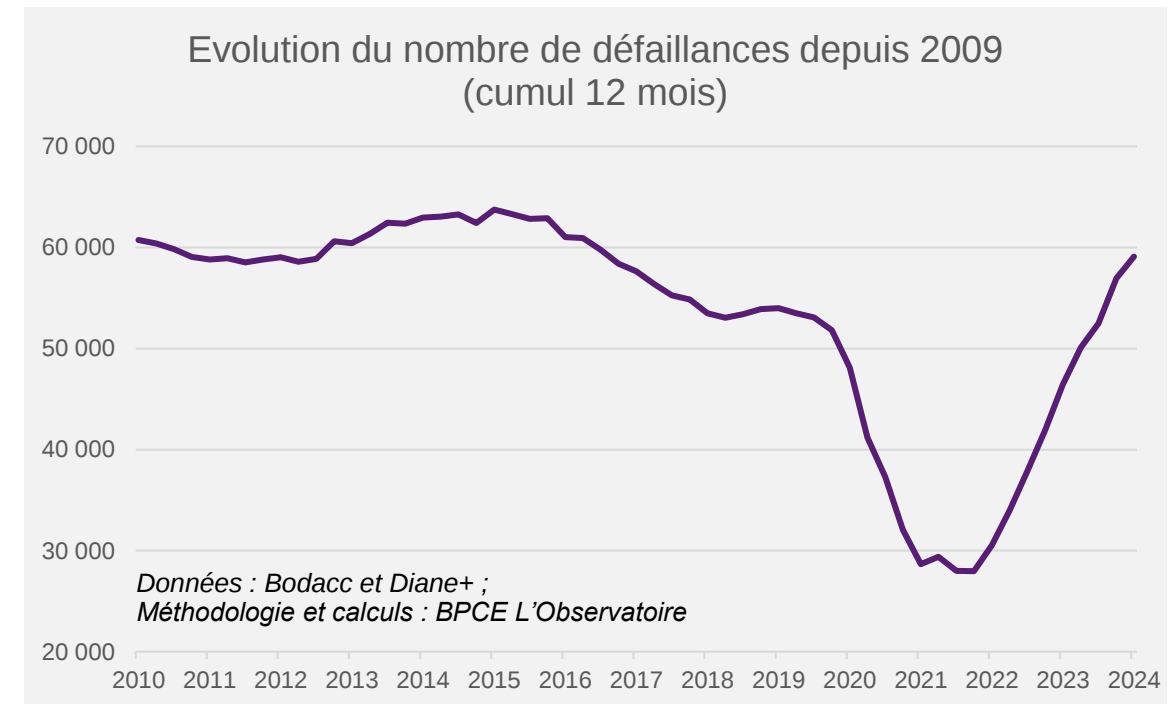
... en lien avec le contexte économique peu porteur et le remboursement de la dette covid

**16 801** défaillances d'entreprises en France  
au T1 2024 (+15% par rapport au T1 2019)

**59 100** défaillances d'entreprises en France  
sur les 12 derniers mois (+14% par rapport à 2019)



Données : Bodacc et Diane+ ; Méthodologie et calculs : BPCE L'Observatoire



# Le rebond des défaillances se poursuit au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 ...

... en lien avec le contexte économique peu porteur et le remboursement de la dette covid

## ⊙ Retour sur la période 2020-2022 :

- Jusqu'à 40 % de défaillances en moins par rapport à 2019
- Le « quoi qu'il en coûte » a évité un mur des faillites (PGE, fonds de solidarité, emploi partiel et arrêt des procédures de recouvrement des Urssaf)

## ⊙ Le virage serré de l'année 2023 :

- Fort ralentissement économique (sans récession)
- Inflation : contrainte sur les marges et les débouchés de nombreuses entreprises
- Hausse des taux : coût de financement (notamment de trésorerie) plus difficile
- Remboursement de la dette covid : PGE (après des banques) et aussi dette sociale et fiscale
- Reprise des recouvrements Urssaf (surtout à partir de septembre 2023)

## ⊙ Un début 2024 encore tendu

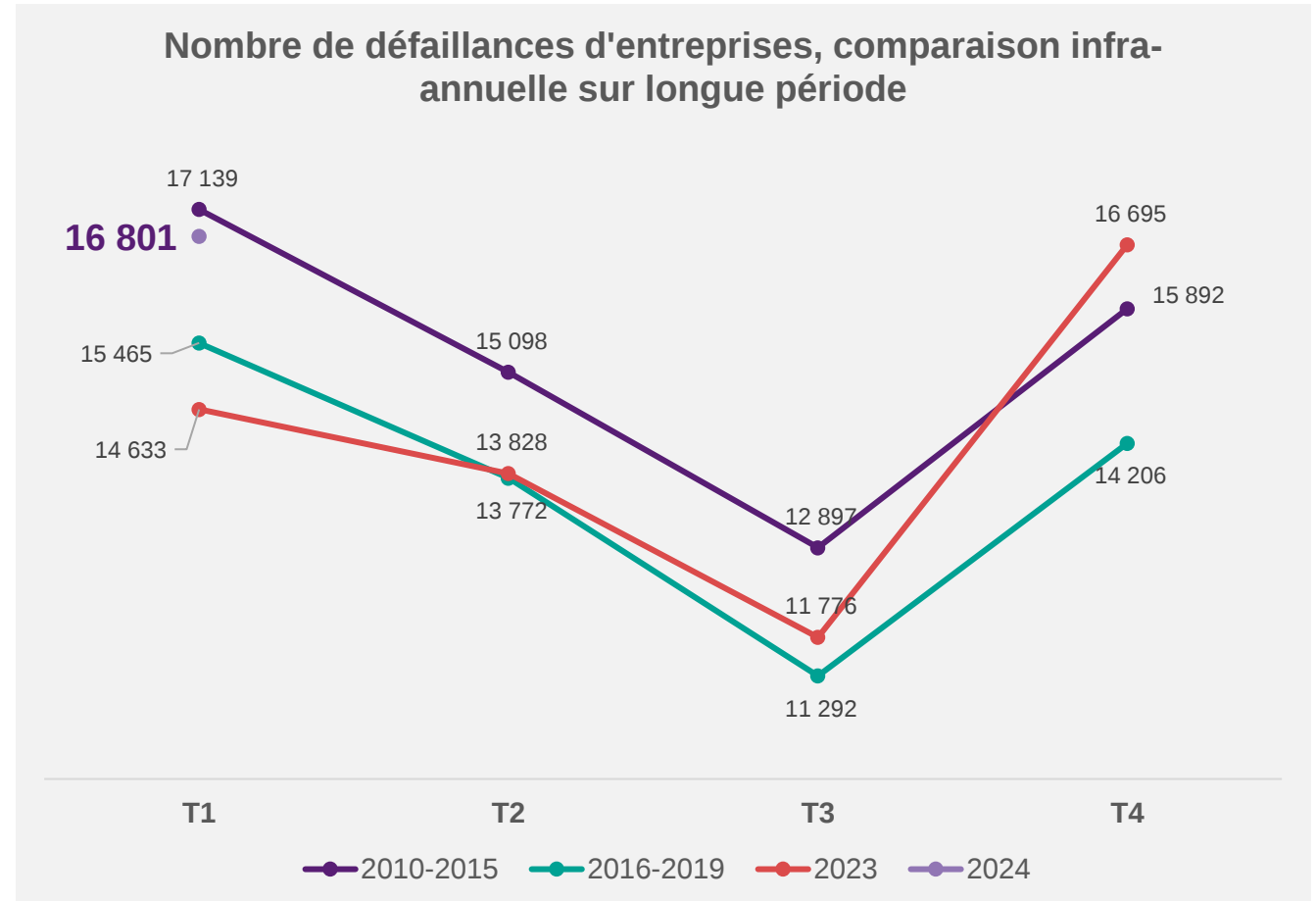
- Une croissance estimée à 0,2% au T1 2024, tirée par les services marchands
- L'industrie et le bâtiment en recul, une baisse des taux limitée et différée mais la désinflation s'accroît

→ **Le rattrapage partiel des défaillances d'entreprises se poursuit, sans mur des faillites**

# Signaux d'alerte (1/5) : une aggravation qui se poursuit

Le nombre de défaillances au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 est historiquement élevé

- Si le nombre de défaillances sur les 12 derniers mois ne paraît pas préoccupant ...
- ... mais l'accélération de la dégradation récente est une source d'inquiétude :
  - 4<sup>e</sup> trimestre 2023 : plus de défaillances que lors de la période « défavorable » 2010-2015 → plus haut niveau depuis 2013
  - 1<sup>er</sup> trimestre 2024 : quasi-autant de défaillances que lors de la période « défavorable » 2010-2015



Données : Bodacc et Diane+ ; Méthodologie et calculs : BPCE L'Observatoire

# Signaux d'alerte (2/5) : des différences de taille

## Une normalisation pour les plus petites entités, un rattrapage pour les PME-ETI

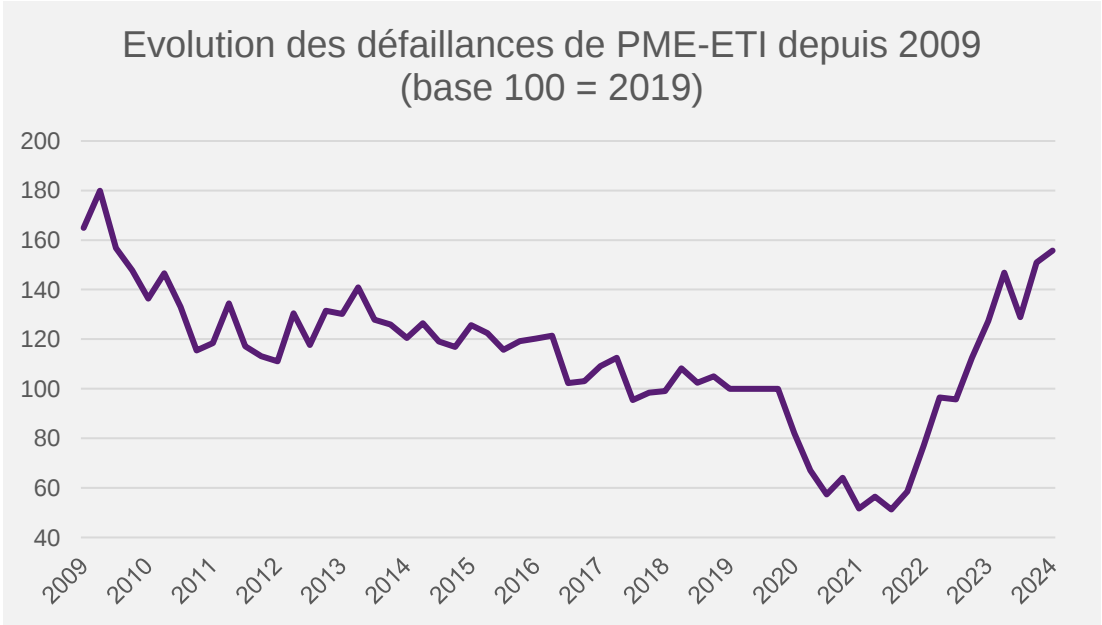
⦿ Une différence de taille dans l'évolution des défaillances en 2023 :

- **Plus petites entités** (moins de 3 salariés) : **normalisation** des défaillances en 2023 (+2% vs 2019), c'est-à-dire un retour au niveau pré-crise
- **PME-ETI** : la normalisation a déjà eu lieu en 2022 → **rattrapage** en 2023 de près de la moitié des défaillances suspendues par la covid

→ Le nombre de PME-ETI défaillantes a atteint en 2023 un niveau historiquement élevé (équivalent à la période 2010-2012)

Nombre de défaillances d'entreprises par taille depuis 2019

|                        | 2019   | 2020   | 2021   | 2022   | 2023   | Cumul 12 mois<br>(T2-23 à T1-24) | Evolution cumul 12 mois vs 2019 |
|------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|----------------------------------|---------------------------------|
| Moins de 3 salariés    | 37 434 | 23 192 | 20 284 | 29 237 | 38 587 | 40 187                           | +7%                             |
| 3 à 9 salariés         | 10 989 | 6 587  | 5 805  | 9 448  | 13 554 | 13 851                           | +26%                            |
| - 3 à 5 salariés       | 7 647  | 4 497  | 3 965  | 6 492  | 9 087  | 9 247                            | +21%                            |
| - 6 à 9 salariés       | 3 342  | 2 090  | 1 840  | 2 956  | 4 467  | 4 604                            | +38%                            |
| PME-ETI                | 3 387  | 2 290  | 1 869  | 3 284  | 4 791  | 5 062                            | +49%                            |
| - 10 à 49 salariés     | 3 035  | 2 008  | 1 689  | 2 991  | 4 319  | 4 577                            | +51%                            |
| - 50 à 99 salariés     | 221    | 169    | 109    | 196    | 272    | 278                              | +26%                            |
| - 100 salariés et plus | 131    | 113    | 71     | 97     | 200    | 207                              | +58%                            |
| Total                  | 51 810 | 32 069 | 27 958 | 41 969 | 56 932 | 59 100                           | +14%                            |



Données : Bodacc et Diane+ ; Méthodologie et calculs : BPCE L'Observatoire

Données : Bodacc et Diane+ ; Méthodologie et calculs : BPCE L'Observatoire

# Signaux d'alerte (3/5) : un impact économique très élevé

Environ 240 000 emplois menacés par les défaillances sur les 12 derniers mois

Hausse des défaillances en 2023  
(59 100 évènements ; +14% vs 2019)



Avec une surreprésentation de PME-ETI  
dans les défaillances

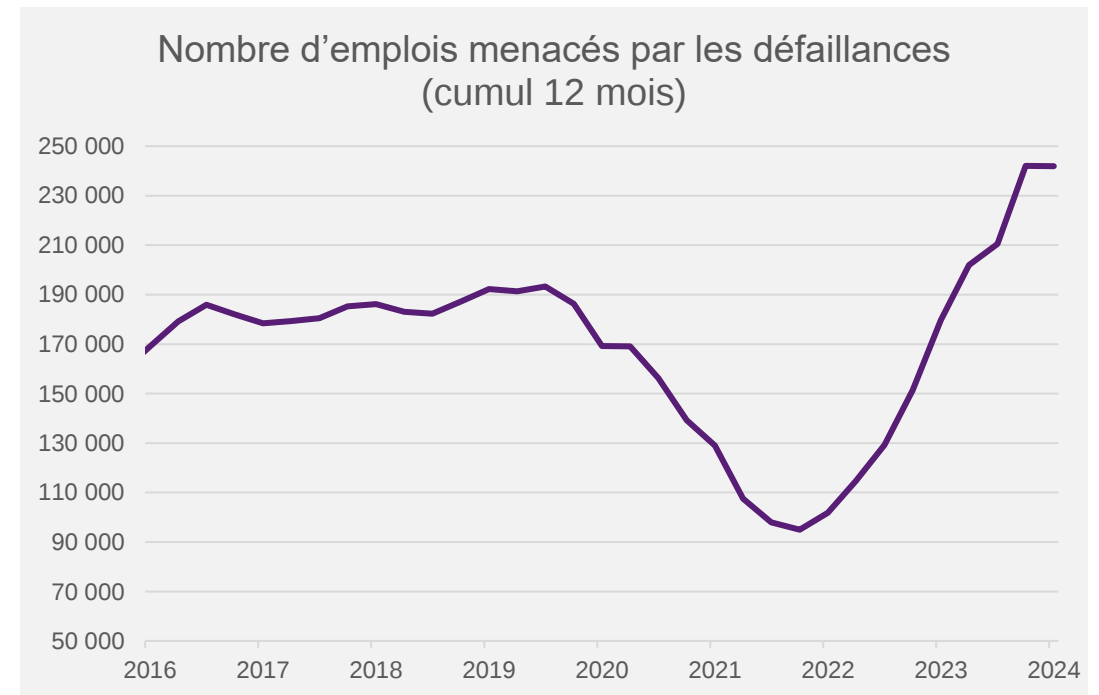


D'où un impact économique très élevé en  
termes d'emplois  
(240 000 emplois menacés sur les 12 derniers  
mois ; +27% vs 2019) ...



... mais probablement aussi en termes de  
valeur, de créances, de capital, d'interactions  
interentreprises, etc

**62 000** emplois menacés par les  
défaillances d'entreprises en France sur le seul T1 2024



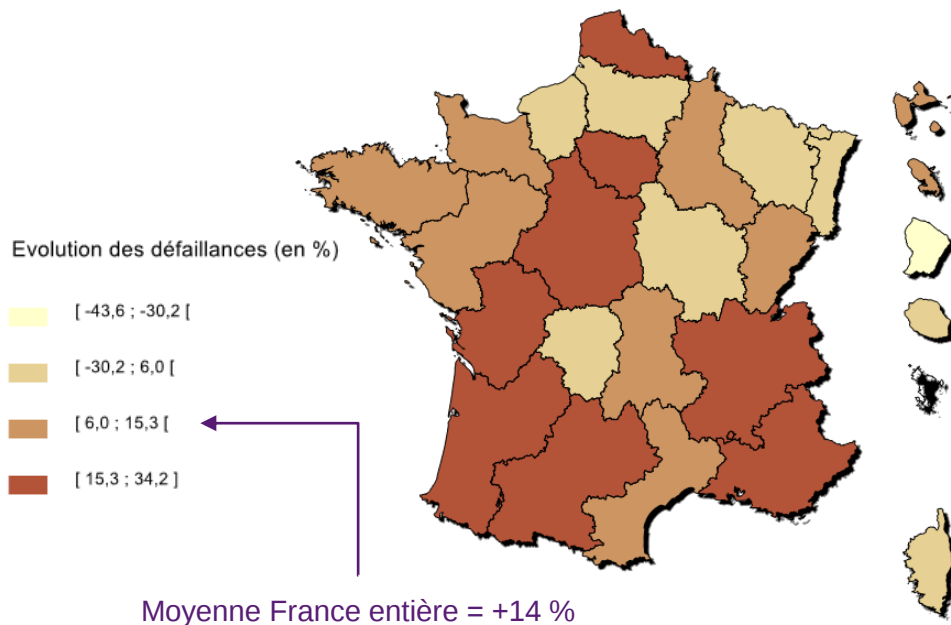
Données : Bodacc et Diane+ ; Méthodologie et calculs : BPCE L'Observatoire

# Signaux d'alerte (4/5) : exposition territoriale hétérogène

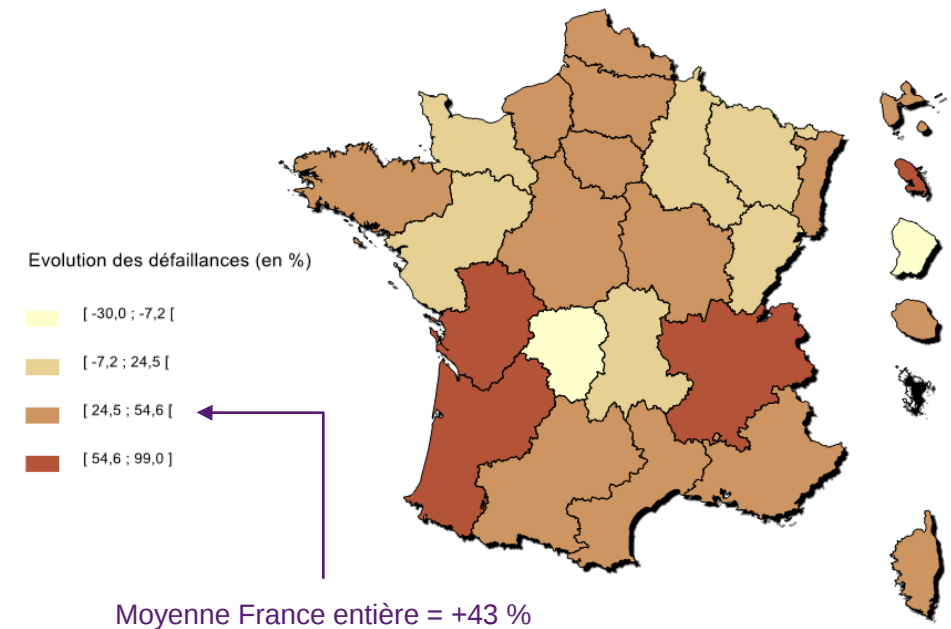
Aquitaine, Poitou-Charentes, Rhône-Alpes et Martinique sont les territoires les plus touchés (segments TPE et PME), contrairement au Limousin, la Lorraine, la Guyane

**3 facteurs potentiellement explicatifs** : (i) Des cycles économiques plus ou moins amples selon les territoires ; (ii) spécialisation sectorielle ; (iii) comportement des Urssaf

Evolutions territoriales des défaillances pour toutes les tailles d'entreprises (12 derniers mois par rapport à 2019)

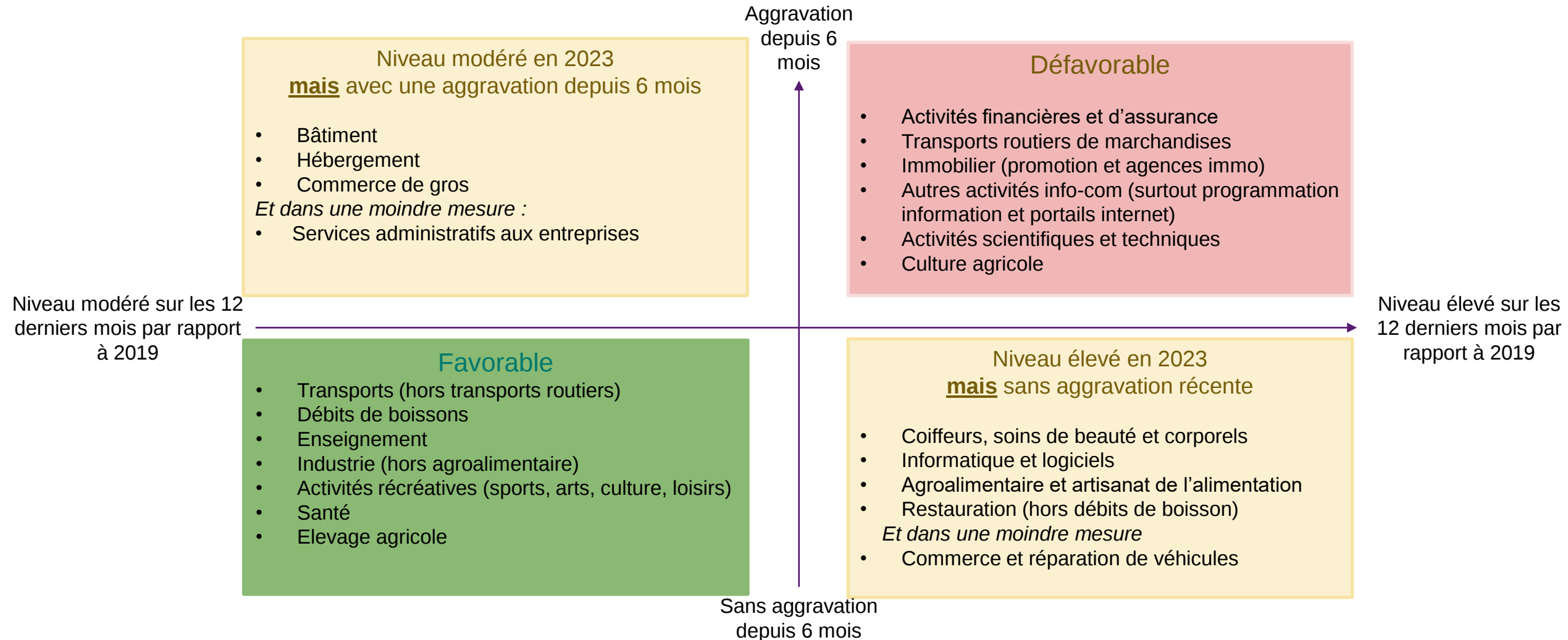


Evolutions territoriales des défaillances des PME-ETI (12 derniers mois par rapport à 2019)



# Signaux d'alerte (5/5) : disparités sectorielles importantes

Les secteurs écono-intensifs sont plus épargnés (pour l'instant) ... contrairement à ceux exposés à la hausse des taux, au changement de comportement de consommation et fragilisés par la covid



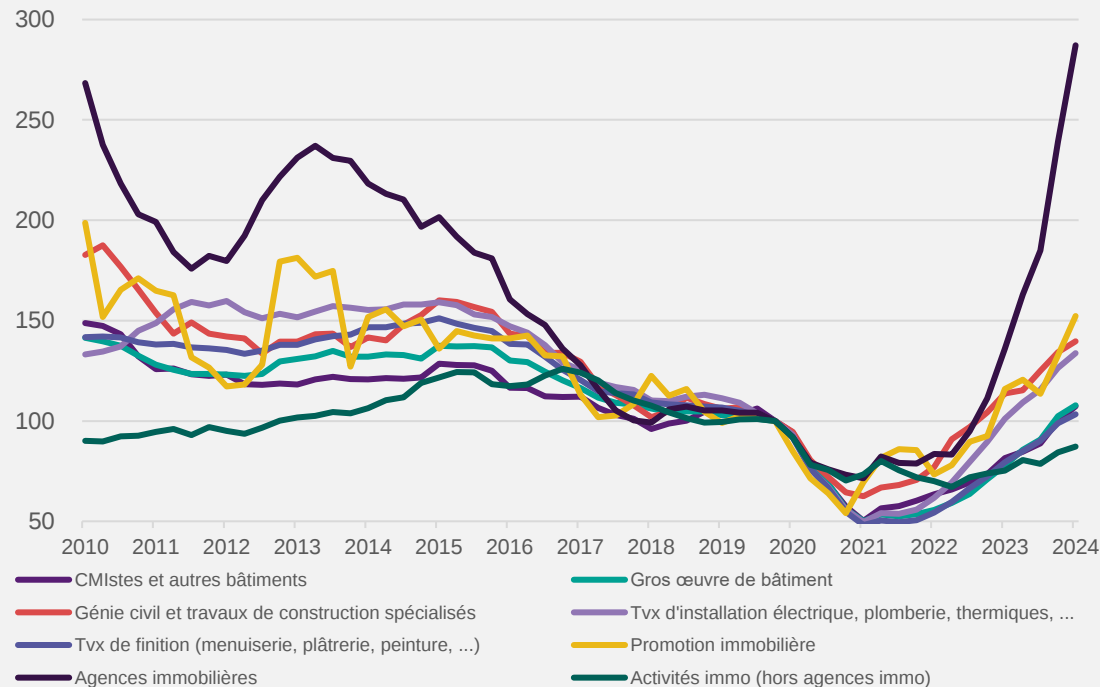
# Le bâtiment et l'immobilier : pas de « sur-défaut » mais ...

... une aggravation importante depuis 1 an et certains métiers sont particulièrement exposés

**Conjoncture** : augmentation des prix de l'énergie, des matières premières et du SMIC + difficultés d'approvisionnement et de recrutement, et surtout désolvabilisation des acheteurs et chute de la demande

**Contrainte plus structurelle** : secteur peu capitalisé, taux de renouvellement élevé, concurrence des microentreprises

Evolution des défaillances d'entreprises dans le bâtiment et l'immobilier, par sous-secteurs (base 100 = 2019)



Périmètre : Construction (codes NAF 41, 42 et 43) et Activités immobilières (code NAF : 68)

**14 854** défaillances dans le bâtiment et l'immobilier sur 12 mois (+15% vs 2019)

## Dans le détail,

- **Vulnérabilité des secteurs historiquement sensibles au retournement économique** : agences immobilières surtout, et, dans une moindre mesure, la promotion immobilière, génie civil, travaux d'installation (électricité, plomberie, isolation, ...)
- Une nette aggravation depuis l'été 2023
- Une surexposition des plus grandes TPE et surtout des PME
- **Résilience du gros œuvre de bâtiment et des travaux de finition** pour l'instant (cycles éco. plus longs dans ces secteurs)

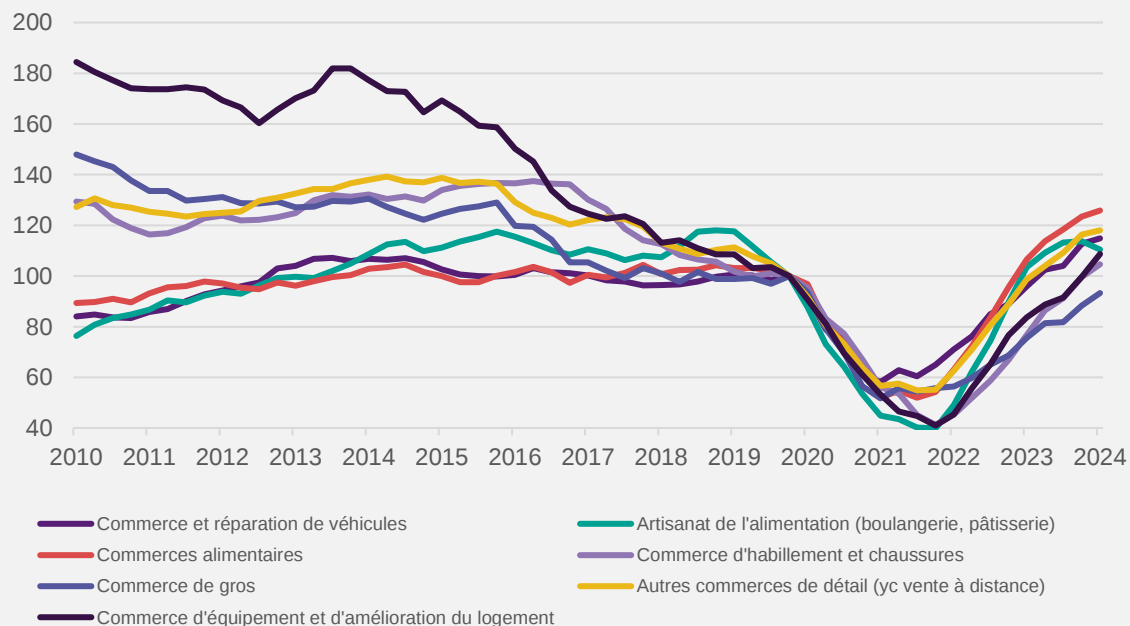
# Le secteur du commerce : des réalités diverses ...

... avec les commerces alimentaires en proie à des difficultés majeures

**Contexte inflationniste** : inflation et changement de comportement de consommation des ménages

**13 917** défaillances dans le commerce sur les 12 derniers mois (+12% vs 2019)

Evolution des défaillances d'entreprises dans le commerce, par sous-secteurs (base 100 = 2019)



## Dans le détail,

- Une exposition sectorielle très nouvelle ...
  - ... en difficultés : les commerces alimentaires, et, plus modestement, les autres commerces de détails (surtout la vente à distance) et le commerce/réparation de véhicules
  - ... plus résilients : le commerce de gros, voire les commerces d'habillement/chaussure et les commerces d'équipements / amélioration du logement
  - Une décrue s'amorce pour l'artisanat de l'alimentation
- ... croissantes avec la taille des entreprises (surtout +10 sal.)
- Les néo-entreprises sont particulièrement résilientes (contrairement à celles créées entre 2013 et 2020)

# 02

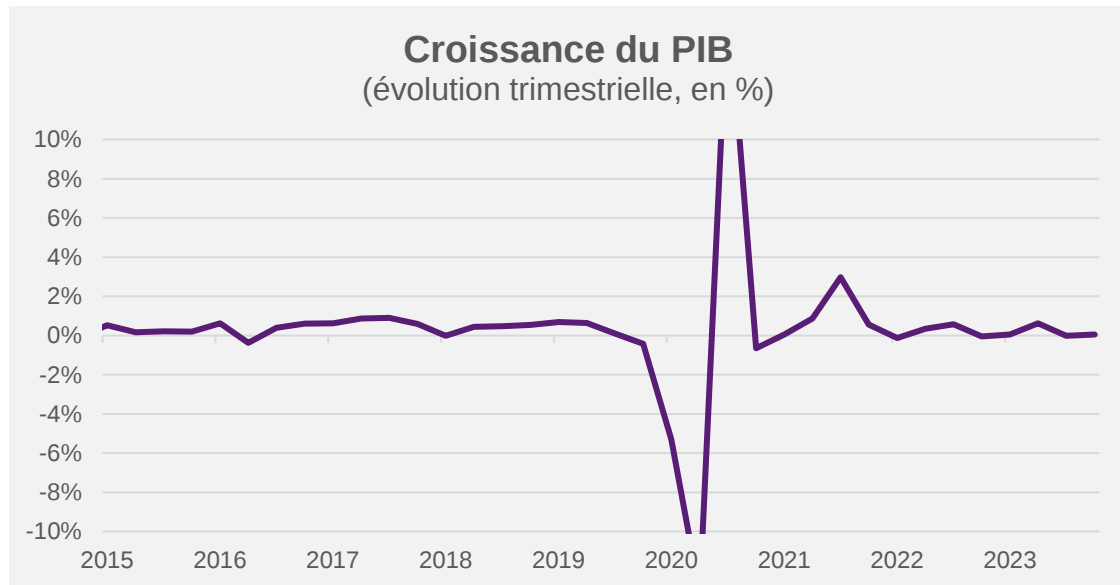
**Des perspectives dégradées en 2024, mais pas de scénario catastrophe**



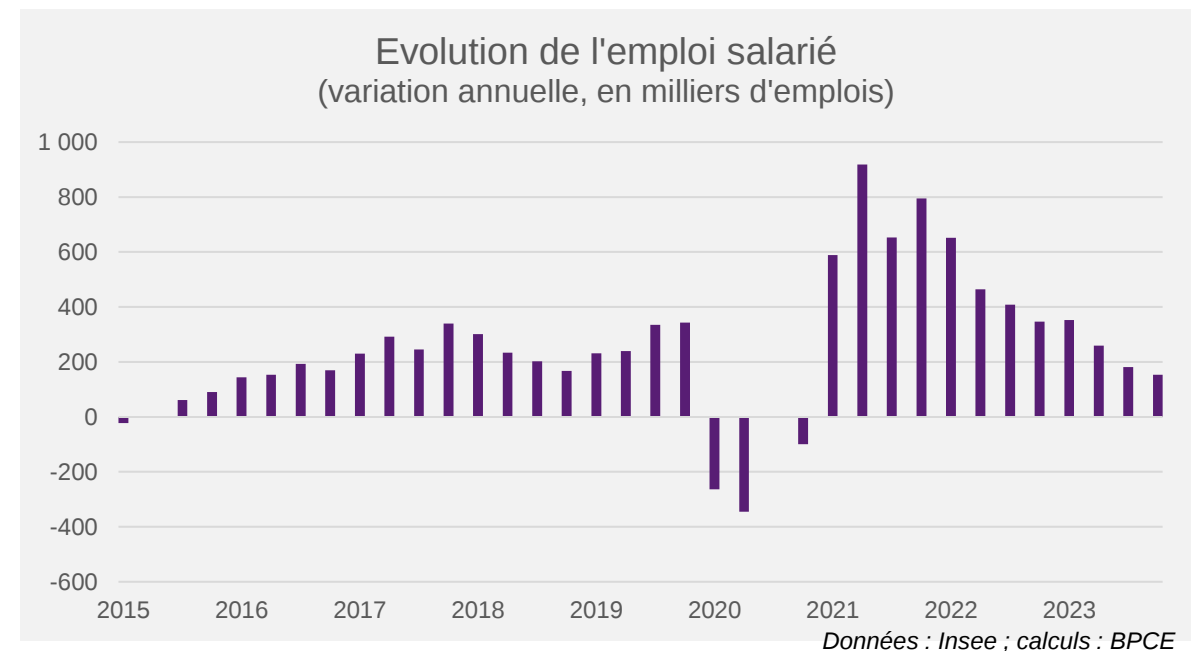
# Un ralentissement marqué de l'activité, et donc des débouchés ...

... mais l'emploi est très résilient

- ⊙ L'activité est quasi-atone depuis environ un an ... mais sans récession, malgré les changements violents (pénuries énergétiques, inflation et hausses de taux, guerre en Ukraine ...)
- ⊙ La conjoncture économique se dégrade : stagnation du PIB au 2<sup>e</sup> semestre 2023
- ⊙ L'activité économique est encore génératrice d'emploi (+153 000 en un an)



Données : Insee ; calculs : BPCE

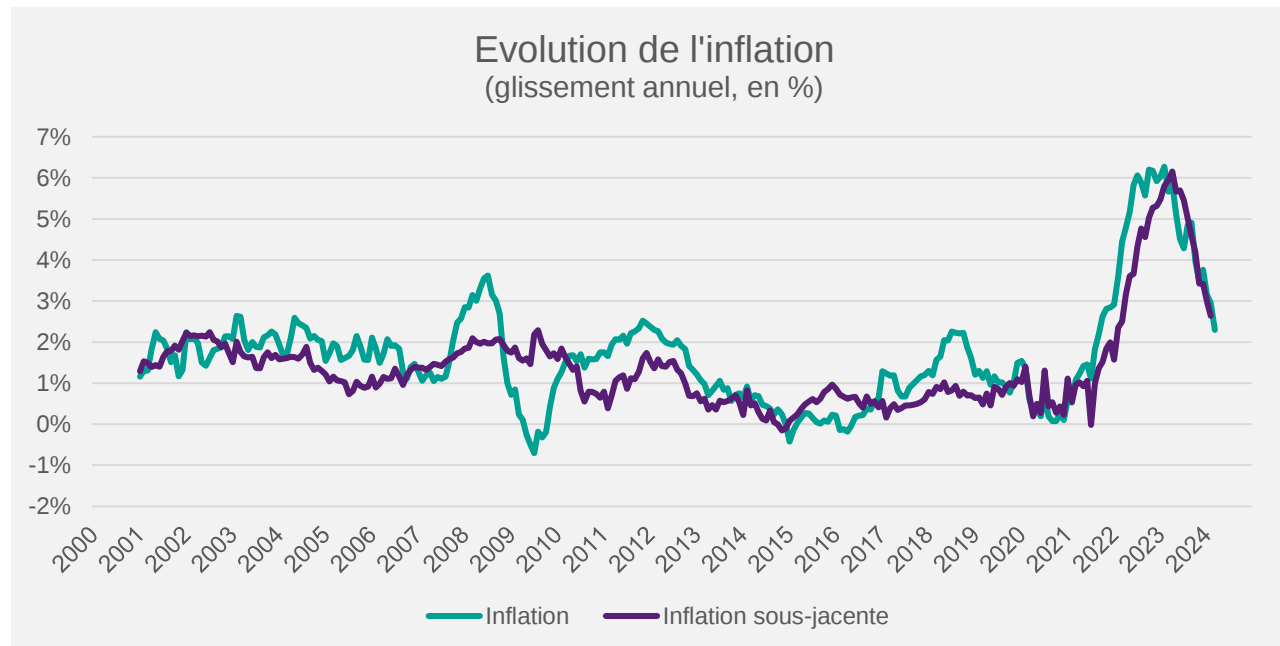


Données : Insee ; calculs : BPCE

# Un environnement inflationniste s'est installé en 2023 ...

... entraînant plusieurs hausses de taux directeurs par la BCE

- ⊙ Une nette hausse de l'inflation post-confinements puis une crise énergétique suite à la guerre en Ukraine
  - Une hausse des taux d'intérêt de 450 bp de la BCE en un an et demi
  - Mais l'inflation mue: des biens aux services et des matières premières aux salaires
  - Et l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentaire) demeure très élevée, voire dépasse l'inflation totale. Le choc énergétique s'est diffusé au reste de l'économie par les 'effets de second tour'



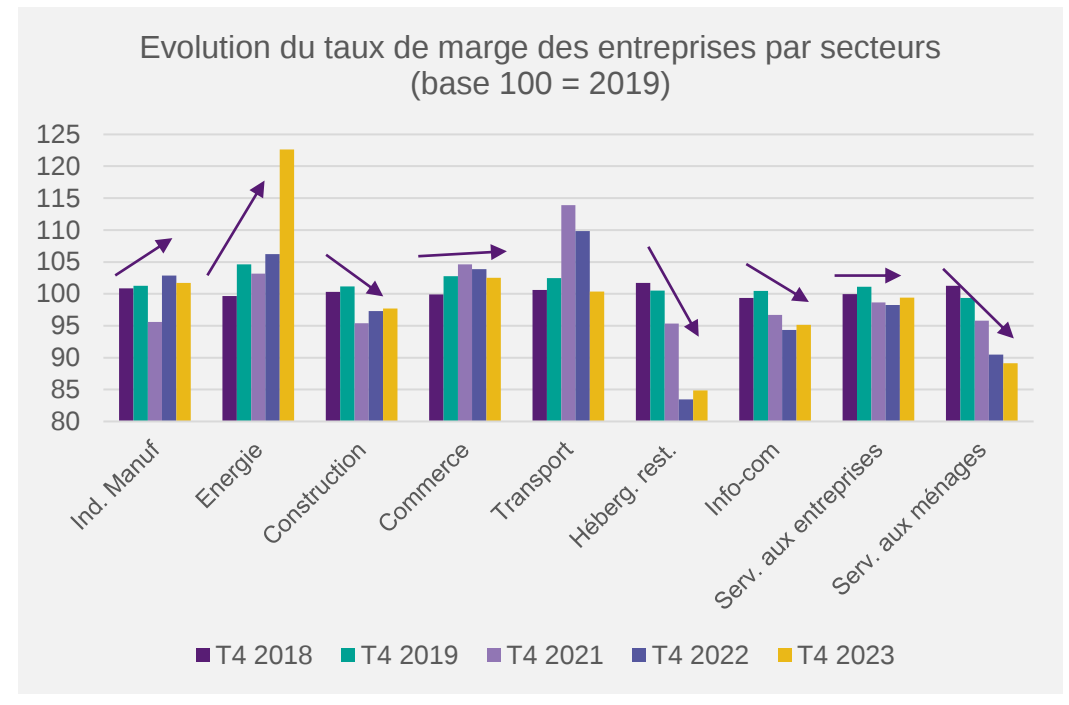
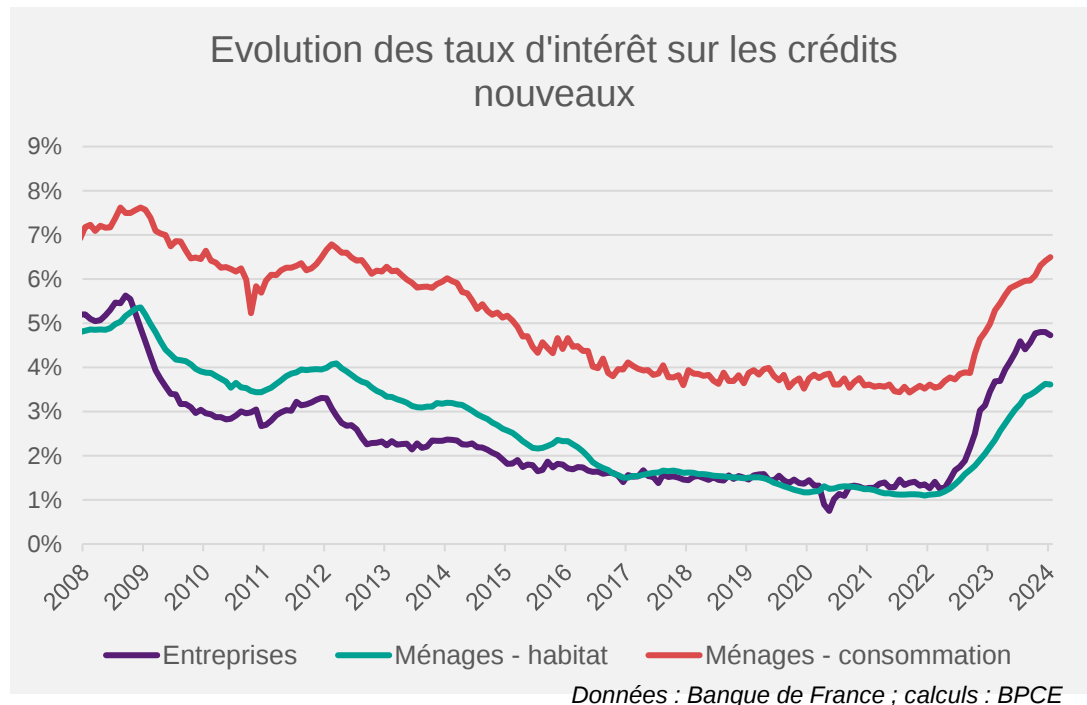
Données : Insee ; calculs : BPCE

Données : Banque de France

# Cet environnement complexifie l'équation des entreprises

## Hausse du coût de financement et pression très inégale sur les marges

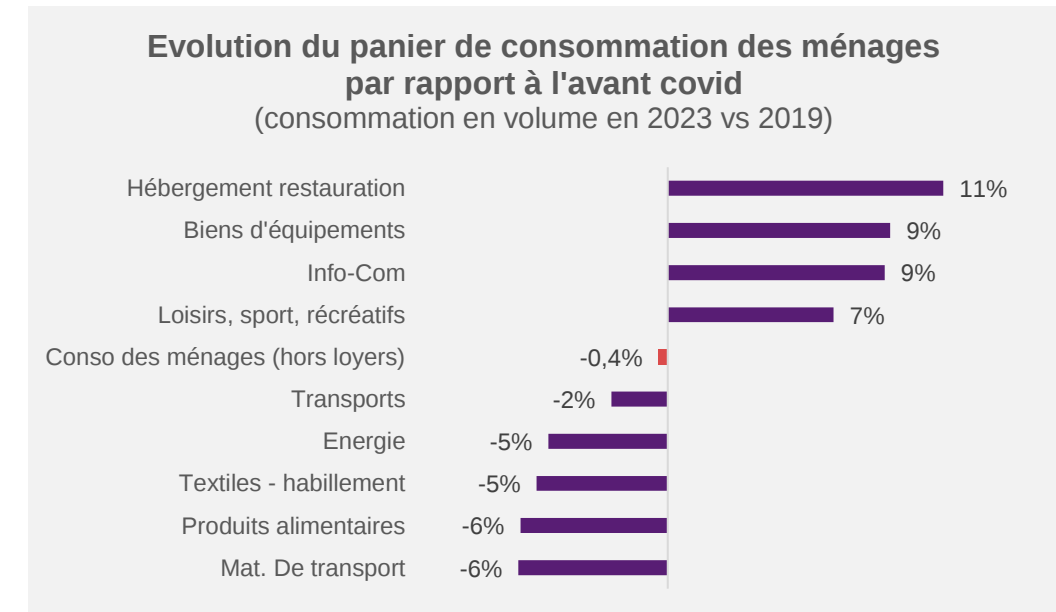
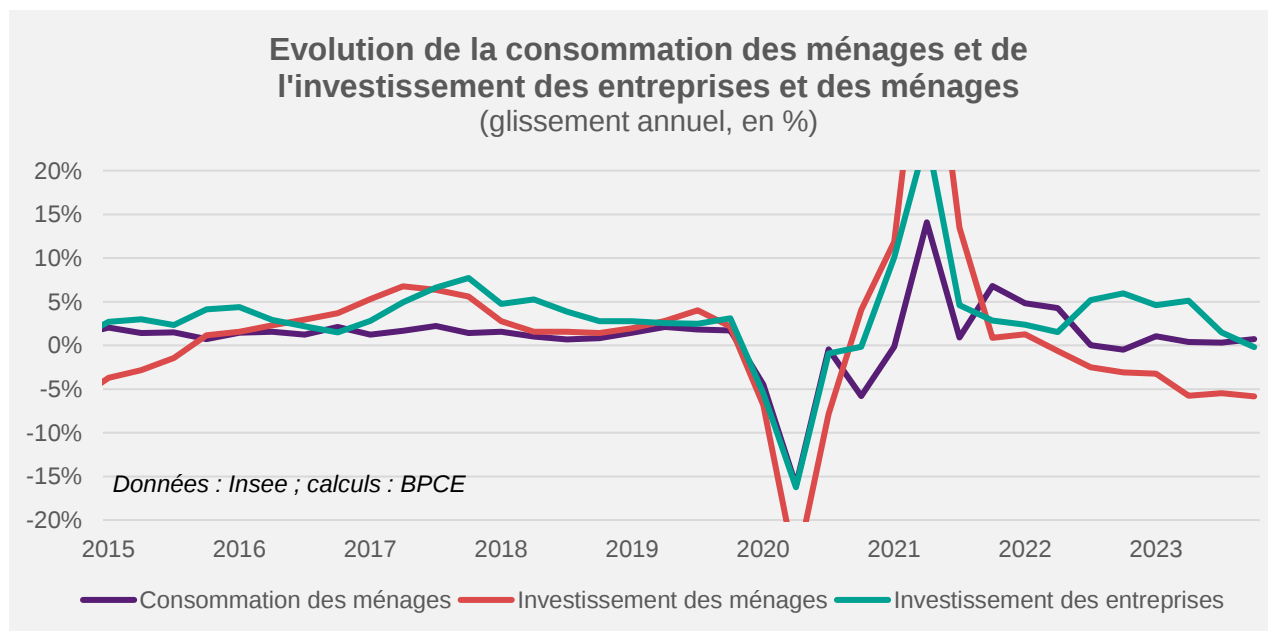
- ⦿ Hausse du coût de financement pour les entreprises (entraînant des difficultés de financement) et pour les ménages (entraînant des contraintes pour les achats importants et leur projet immobilier)
- ⦿ Pas de pression sur les marges des entreprises au niveau macroéconomique mais beaucoup de disparités :
  - selon la **taille des entreprises** : pression forte sur les plus petites entités et moindre sur les plus grandes
  - selon les **secteurs** : plus forte pression dans les secteurs serviciels (notamment restauration, services aux ménages)



# Les dépenses des ménages plient face à l'inflation ...

## ... contrairement à l'investissement des entreprises

- ⊖ (--) L'investissement des ménages (logements neufs + travaux) percuté par la hausse des taux
- ⊖ (~) Le ralentissement du pouvoir d'achat des ménages pèse sur la consommation et a modifié leur panier de consommation :
  - Réduction drastique des dépenses alimentaires, en habillement, et les achats de voitures
  - Les dépenses dans les biens d'équipements et dans les services ont globalement été résilientes
- ⊖ (+) L'investissement des entreprises a largement soutenu l'activité économique :
  - Les entreprises ont nettement investi (renouvellement de l'outil de production + investissements verts)
  - Mais la hausse des taux et la dégradation des conditions d'exploitation pèsent sur l'investissement depuis quelques mois



Données : Insee ; Estimations et calculs : BPCE

# Une croissance économique limitée en 2023 (+0,9%) et probablement aussi en 2024 (+0,7%)

## Même régime de croissance en 2024, mais un changement des forces motrices

- ⊙ Accélération de la consommation des ménages en 2024 (+1,4%) dans un contexte de reflux de l'inflation
- ⊙ Investissement des entreprises stable en 2024, en lien notamment avec la hausse du coût de financement, après plusieurs années de dynamisme, et des perspectives de demandes dégradées
- ⊙ Investissement des ménages de nouveau en fort recul en 2024 (-3,2%), qui tient également à la hausse du coût de financement et ses conséquences sur les projets immobiliers des ménages
- ⊙ Baisse très limitée du coût du crédit en 2024 : plusieurs baisses de taux attendues en 2024 par la BCE mais sans reflux des taux longs, d'où une relative inertie des coûts de financement des ménages et des entreprises

CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE 2023-2024

| En %                      | 2018  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022  | 2023  | 2024<br>Prév. |
|---------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|---------------|
| PIB                       | 1,8   | 1,9   | -7,7  | 6,4   | 2,5   | 0,9   | 0,7           |
| Inflation moyenne         | 1,9   | 1,1   | 0,5   | 1,6   | 5,2   | 4,9   | 2,4           |
| Pouvoir d'achat           | 1,4   | 2,6   | 0,3   | 2,6   | 0,2   | 0,8   | 1,2           |
| Taux d'épargne            | 14,4  | 15,0  | 20,9  | 19,0  | 17,5  | 17,6  | 17,5          |
| Consommation ménages      | 1,0   | 1,8   | -6,7  | 5,1   | 2,1   | 0,7   | 1,4           |
| Investissement SNF/EI     | 4,2   | 2,7   | -5,7  | 9,8   | 3,8   | 2,8   | 0,0           |
| Taux de chômage           | 9,0   | 8,4   | 8,0   | 7,9   | 7,3   | 7,3   | 7,6           |
| Prog. crédits immobiliers | 5,8   | 6,9   | 5,6   | 6,5   | 5,5   | 1,0   | 0,4           |
| Taux 3 mois (T3M)         | -0,32 | -0,36 | -0,43 | -0,55 | 0,35  | 3,39  | 3,01          |
| Taux du livret A (TXLA)   | 0,75  | 0,75  | 0,52  | 0,50  | 1,38  | 2,92  | 3,00          |
| Différence T3M & TXLA     | -1,07 | -1,11 | -0,95 | -1,05 | -1,03 | 0,47  | 0,01          |
| Taux LEP                  | 1,25  | 1,25  | 1,02  | 1,00  | 3,08  | 5,93  | 5,08          |
| Taux à 10 ans             | 0,78  | 0,13  | -0,14 | 0,01  | 1,70  | 3,03  | 2,80          |
| Pente courbe des taux     | 1,10  | 0,49  | 0,28  | 0,56  | 1,35  | -0,36 | -0,21         |

Sources : INSEE, prévisions BPCE, direction Etudes et Prospective, EB.

# Des perspectives sectorielles hétérogènes en 2024

Plusieurs secteurs dans la tourmente, quelques secteurs en amélioration et l'industrie dans l'incertitude

Maintien des taux à un niveau élevé



Contrainte sur la solvabilité des ménages



Probablement **plus de défaillances** dans l'immobilier et le bâtiment en 2024

Erosion des marges, poids de la dette covid, mutations diverses (télétravail, digitalisation)



Probablement **plus de défaillances** dans la restauration en 2024

Erosion des marges dans les services et des débouchés + mutations diverses (IA, télétravail, ...)



Probablement **plus de défaillances** dans les services aux entreprises, et les activités scientifiques et techniques en 2024

Reflux de l'inflation + rattrapage salarial



Accélération de la consommation des ménages



Probablement **moins de défaillances** dans le commerce de détail, l'agroalimentaire et, dans une moindre mesure, dans les services aux particuliers (coiffures, soins, ...) en 2024

Difficultés de trésorerie + récession industrielle en Z€ ... mais des marges préservées dans l'ensemble



Incertitude sur le niveau de défaillance dans l'industrie (hors agroalimentaire) en 2024

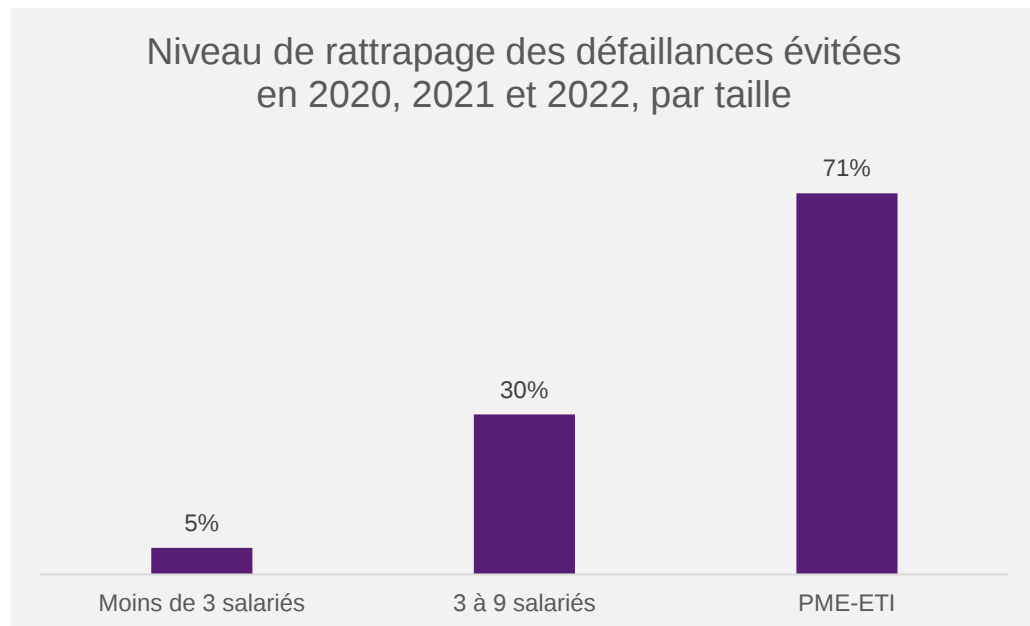
# Vers une stabilisation des défaillances pour les PME-ETI en 2024 ...

## ... mais un effet de rattrapage pour les plus petites structures

### Microentreprises et 'petites' TPE

Normalisation des procédures de recouvrement de l'Urssaf depuis septembre 2023

Effet de diffusion des défaillances de PME-ETI en 2023 aux sous-traitants de petites tailles en 2024

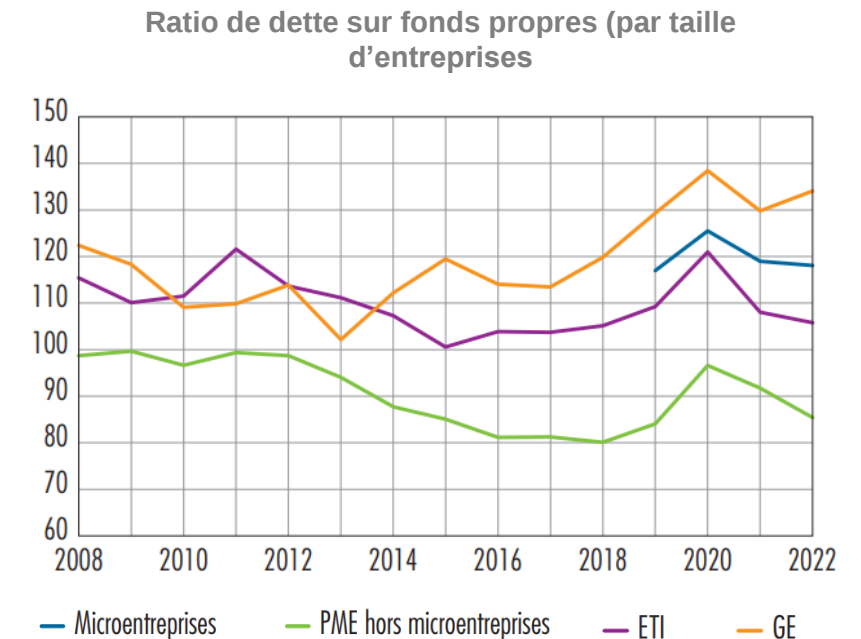


Données : Bodacc et Diane+ ; Méthodologie et calculs : BPCE L'Observatoire

### PME-ETI

Bilan solide dans l'ensemble

Rattrapage déjà important en 2023



Source : Banque de France

# 2024 sera une année difficile sur le front des défaillances ...

... mais un impact économique proche de 2023 (autour de 250 000 emplois menacés)

**62 000 défaillances prévues\*** ...  
(soit +10 % par rapport à 2023)

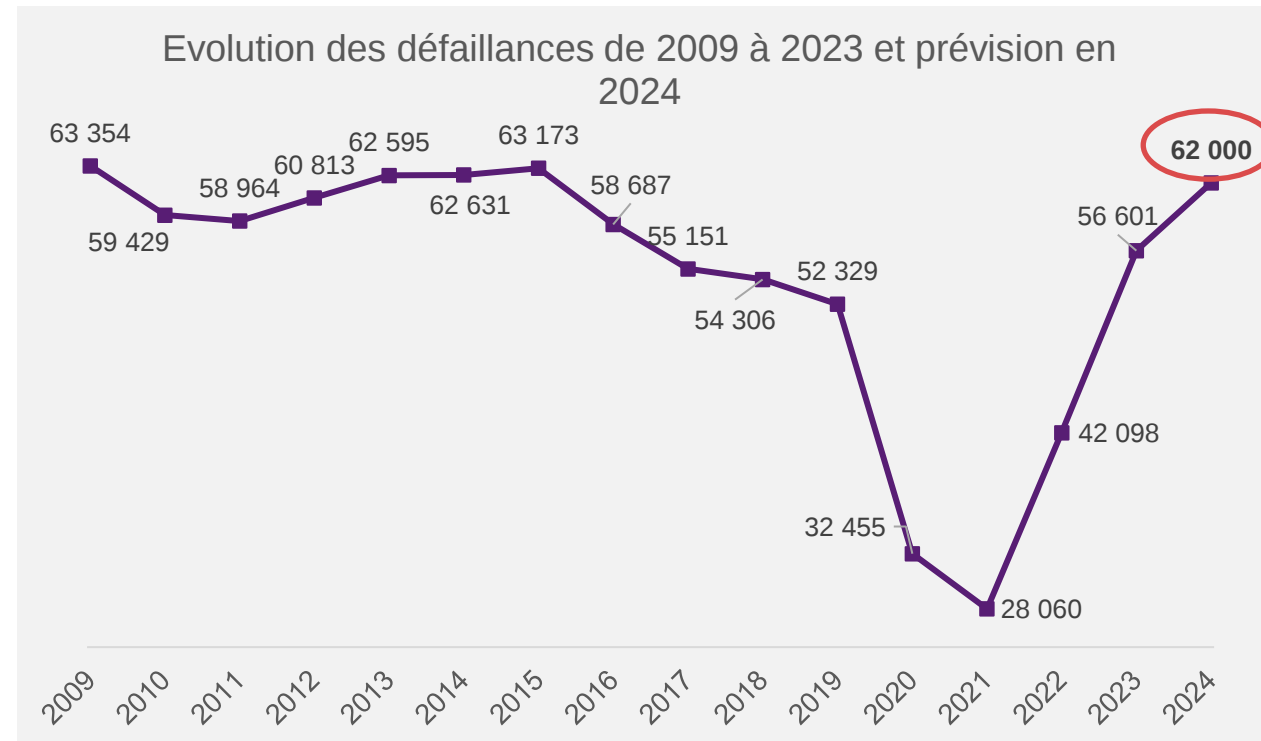
... qui s'apparente à un effet de rattrapage partiel ...

... bien loin d'un scénario catastrophe  
(moyenne 2010-2015 = 61 200 défaillances)

**Autour de 250 000 emplois menacés**  
(proche du sommet de 2023)

\*scénario central soumis à des nombreux aléas

**~250 000** emplois menacés  
en 2024 (proche de 2023)





PARTENAIRE PREMIUM



[groupeBPCE.com](https://groupeBPCE.com)

